



Bataille rangée autour d'un cercueil : quand la gauche se suicide à coups de primaire plutôt que de livrer le seul combat qui pourrait la sauver

Source: [Atlantico](http://atlantico.fr)



Atlantico : Comme en témoigne la primaire de la gauche, le PS semble aujourd'hui incapable de trancher entre les différentes idéologies qui le scindent. N'aurait-il pas dû, pourtant, le faire lors de son dernier congrès à Reims ? Les principaux logiciens de la gauche ne sont-ils pas remis en question aujourd'hui ?

[Jean Garrigues](#) : Trois logiciens constituent les socles de la gauche. Ces trois logiciens sont effectivement remis en cause aujourd'hui. Il s'agit d'enjeux de fonds, et leur remise en question est susceptible d'entraîner une recomposition biologique de la gauche. Si on prend le modèle des classes moyennes et de leur reconquête, le challenge est compliqué. Il me semble qu'une partie des classes moyennes est convertie à l'évolution néo-libérale du Parti

socialiste. C'est là qu'il y a du grain à moudre. Ces classes moyennes ont besoin d'être rassurées sur les questions sécuritaires et identitaires.

Cela tend à justifier, me semble-t-il, les choix et les options prises par Manuel Valls et qui l'éloignent de la gauche de la gauche (que l'on sait très réticente à l'idée d'un type de société qui ne répondrait pas aux consignes droit-de-l'hommistes). C'est un point qui n'est pas négligeable.

Sur le terrain de la compatibilité entre le social-libéralisme et la croissance quasi-nulle qui est la nôtre, il m'apparaît important de préciser que le social-libéralisme, aujourd'hui défendu par François Hollande et Manuel Valls, n'est susceptible de fonctionner qu'en période de forte croissance. Sans cette forte croissance, la redistribution n'est plus possible. Une reformation du logiciel idéologique du PS sur cette question pourrait être incarnée par le volontarisme économique d'Arnaud Montebourg. Il y a dans son projet cette idée de la relance productive. Celle-ci passe par une remise en question des contingences de l'Union européenne, c'est-à-dire par les pressions de la Commission et des structures européennes sur notre développement économique.

Enfin, la question du progrès technique est centrale, et pas uniquement pour la gauche. C'est la question de la robotisation et de la numérisation de la production économique. L'idée du progrès technique est consubstantielle de l'histoire de la gauche depuis le XIXe siècle. Elle peut être intégrée au discours productiviste tel que le conçoit un Arnaud Montebourg, et à l'inverse aussi par l'apôtre de l'uberisation et des start-up qu'est Emmanuel Macron. C'est l'idée de la libéralisation des énergies productives. En même temps, on voit bien qu'il y a tout un courant du côté de la gauche écologiste qui remet en question le productivisme, qui réfléchit à la croissance zéro voire même au concept de décroissance. Ce sont des débats de fond qui n'ont pas été tranchés. On ne voit pas de ligne claire et commune sur ces enjeux. Elles sont donc abordées par des angles biaisés, comme le volontarisme productif, ou le revenu universel de Benoît Hamon, qui est une sorte de solution à l'inévitable rétrécissement du périmètre de l'offre de travail. On voit bien que sur ces trois champs, il n'y a ni unité, ni convergence, ni réflexion de fond. Finalement, les réflexions ne se font aujourd'hui que sur des enjeux assez marginaux comme le maintien du code du Travail et l'âge de la retraite, autrement dit des problématiques qui sont presque dépassées par rapport aux enjeux futurs.

[Paul-François Paoli](#) : La gauche est dans un état de liquéfaction idéologique notamment parce qu'elle n'a plus d'ennemi alors qu'historiquement elle en a toujours eu. La gauche historiquement en France, et notamment la gauche socialiste, s'est construite contre un capitalisme brutal, celui de la fin du XIXe siècle. Elle s'est aussi constituée contre le cléricalisme et pour la laïcité. Ces combats, historiquement, ont été gagnés depuis longtemps notamment grâce à la protection progressive des salariés qui ont obtenu des droits historiques durant le Front populaire puis après la Libération. Ce qui explique aussi que la gauche s'est progressivement désintéressée du monde ouvrier et qu'elle a perdu peu à peu le contact avec lui, surtout depuis l'effondrement du Parti communiste. Pendant longtemps, elle a représenté

un principe d'alternance au capitalisme libéral à travers son projet social-démocrate. Mais depuis les années Mitterrand et notamment son deuxième septennat, ce projet est en panne, en partie parce que la gauche a rallié le projet européiste libéral.

D'une certaine manière, la vraie gauche commence à Arnaud Montebourg qui conteste l'évolution actuelle du PS et veut revenir à des fondamentaux de la social-démocratie : le rôle moteur accordé à l'Etat et aux syndicats. Pour autant, son projet manque de crédit. On ne peut être libertaire sur le plan de l'évolution des mœurs et refuser le libéralisme économique qui procède aussi d'une forme d'individualisme sociétal. La gauche se meurt d'une insoluble contradiction entre sa nostalgie du collectivisme et ses valeurs hédonistes issues de Mai 68. Elle a perdu le contact avec les classes populaires et les classes moyennes qui se sentent menacées par la mondialisation votent de plus en plus à droite, notamment pour le FN, même si celui-ci ne se dit ni de droite ni de gauche.

Ce constat posé, dans quel état se trouve aujourd'hui le PS ?

Jean Garrigues : La gauche fait face à un énorme problème qui dépasse la perspective de la présidentielle.

Le président de la République ne s'est pas imposé comme le candidat naturel de sa famille, ce qui traduit clairement un manque de leadership. Ce n'est pas seulement dû à un déficit de présidentialité de François Hollande (qui apparaît particulièrement en décalage par rapport à la fonction présidentielle depuis la publication du livre *Un président ne devrait pas dire ça...*) mais aussi parce qu'il a posé, depuis 2014, un véritable défi au socialisme français. Pour la première fois et de manière assumée, un président socialiste s'est engagé dans une voie sociale-libérale. Il a assumé avec une certaine cohérence le pari de l'économie de marché et de la relance par l'offre. C'est un problème et un sujet qui existe au sein de la famille socialiste depuis les années 1980, au moins. À ce moment-là, François Mitterrand venait de mener une politique classique de gauche, puis a été contraint en 1983 à un tournant de la rigueur. Il avait alors dû mener une politique libérale. Les socialistes n'ont jamais résolu ce problème et il est évident qu'il leur revient dans la figure comme un boomerang aujourd'hui. Si c'est encore possible aujourd'hui, c'est évidemment parce que les choses n'ont pas été tranchées.

Face à l'engagement social-libéral de Manuel Valls et de François Hollande, il y a de nombreuses autres lignes défendues. L'une d'entre elles est hors du Parti socialiste : c'est celle de Jean-Luc Mélenchon. Il s'agit d'une ligne de défense claire et constante des acquis sociaux, avec une remise en question des structures européennes comme des institutions de la Vème République. Il existe aussi la ligne d'Arnaud Montebourg, dont le point commun avec les lignes de Mélenchon et de Martine Aubry est la défense du modèle social français. Cette ligne ne considère comme progressiste que ce qui va dans l'approfondissement des mesures de protection sociale, de l'amélioration des conditions de travail et de salaire des travailleurs. Arnaud Montebourg a aussi une dimension (qui existait déjà dans les années 1930 au sein de

la famille socialiste) nationale, patriote, aux accents souverainistes, protecteurs et keynésiens. Il s'agit là d'un autre type de proposition, qui jure complètement avec l'engagement social-libéral que le couple exécutif qualifie de social-démocratie. En réalité, il ne correspond plus à ce qu'était le fondement social-démocrate des années 1970-1980, tel qu'on l'a connu en Allemagne ou dans les pays scandinaves. C'était un modèle très étatiste et très interventionniste, nettement moins libéral que celui prôné par Hollande et Valls. Ces problèmes irrésolus, ces questions de fond qui n'ont pas été tranchées, expliquent l'émiettement de la famille socialiste et l'absence de leadership.

Dans quelle mesure l'état actuel de la gauche est-il une mauvaise nouvelle pour la démocratie française ? N'a-t-on pas besoin pour notre débat démocratique d'une gauche et d'une droite solides ?

Jean Garrigues : Il est certain qu'à gauche – comme dans une partie de la classe politique française – les acteurs principaux ont délaissé la réflexion politique de fond. Le débat sur l'avenir du socialisme et sur sa reconstitution a été abandonné au profit de la conquête (ou au moins d'une stratégie de conquête...), de l'exercice du pouvoir et du maintien à la tête de la nation. La façon dont le président de la République est devenu un commentateur de son quinquennat plus qu'un guide pour le pays est éloquente. Ce schéma correspond peut-être aux institutions de la Vème République.

Il y a cependant des réflexions de fond qui sont menées, notamment à travers les différents congrès du Parti socialiste, les *think tanks* qui collaborent avec lui ou les groupes de réflexions liés aux personnalités. Manuel Valls, depuis des années, réfléchit à ce que pourrait être un nouveau Parti socialiste fondé sur différents axes comme celui de la compatibilité avec le libéralisme ou la restauration de valeurs républicaines. Il est vrai aussi que le patriotisme économique est une idée qui n'est pas neuve dans la bouche d'Arnaud Montebourg. Il a mené une réflexion sur la question.

Tout le problème vient du fait que cette réflexion idéologique est profondément anesthésiée par les structures partisans, ainsi que par la compétition présidentielle. Cette dernière est responsable de l'abandon de réflexions de fond au profit de calculs politiques. J'en veux pour preuve ce qu'il s'est passé à la suite de la primaire de la gauche, en 2011. La candidature de François Hollande n'a été gagnante que parce qu'elle incarnait la candidature du plus petit dénominateur commun, la candidature de consensus. Elle n'annonçait absolument pas ce que pouvait être l'avenir du socialisme. La victoire de François Hollande à la primaire, c'était à la fois ménager les discours traditionnels du PS et aller vers une forme de pragmatisme hérité de Jacques Delors. Une véritable victoire en trompe-l'œil : rien de tout cela n'a été tranché et cela donne naissance à la fois au discours du Bourget et au pacte de responsabilité. La contradiction entre le discours et la pratique est évidente... et c'est un très vieil handicap de la

gauche non-communiste. Cette dualité est néfaste à la démocratie : elle contribue au désenchantement, à la perte de confiance dans le discours politique. C'est la raison pour laquelle une très grande partie des électeurs socialistes ne sont plus socialistes. Certains sont allés chez Jean-Luc Mélenchon, d'autres chez Marine Le Pen ou d'autres encore chez Emmanuel Macron. C'est une réponse au sentiment d'absence de cohérence entre le discours et la pratique, d'absence de colonne vertébrale politique de la gauche.

Ce qui a fait le succès de François Fillon à droite, c'est sa capacité à incarner l'enracinement dans un certain nombre de valeurs clairement formulées et assumées. Peu importe que ces valeurs apparaissent comme conservatrices ou ultralibérales : elles ont le mérite d'être assumées. C'est ainsi qu'il a su séduire le noyau dur de la droite. Cette dimension devient très difficile à trouver à gauche, dans la mesure où l'on ne sait plus où se trouve aujourd'hui le noyau dur de la gauche... et il ne sait plus où se tourner lui-même.

Paul-François Paoli : La démocratie subit une crise radicale, comme on vient de le voir avec l'élection de Donald Trump qui a démenti tous les experts. Ce ne sont plus les partis qui font la loi et leur représentativité est de plus en plus fragile. La gauche est malade en France d'une hémorragie militante. Nous vivons une démocratie d'opinion à l'état de plus en plus brut, qui se manifeste notamment à travers l'engouement pour les réseaux sociaux. Le populisme bénéficie évidemment de cette crise de la représentation qui peut être en effet très dangereuse car elle peut paralyser n'importe quel gouvernement, de gauche comme de droite.

Sur quelles bases idéologiques la gauche pourrait-elle se renouveler, se reconstruire ? Quelles sont les pistes qu'elle peut encore explorer ?

Paul-François Paoli : Elle n'en a que deux : celle du socialisme d'un type mélenchoniste qui ne peut pas ne pas se rapprocher d'un Front national qui évolue de plus en plus à gauche. On pourrait voir apparaître une sorte d'axe ouvriériste et populiste anti-européen et anti-élites assez proche de ce que fut le projet du PCF au début des années 1980, lui qui proposait alors d'arrêter l'immigration et de "produire français". La deuxième voie est celle que propose Manuel Valls : une forme de social-libéralisme mâtiné de discours républicains et de postures à la Clemenceau.

Mais le problème de Manuel Valls est son incohérence, et en cela il ressemble à Nicolas Sarkozy. On ne peut à la fois ouvrir la porte aux musulmans et défendre une laïcité intransigeante. Vouloir l'Europe tout en se prétendant un patriote à la Clemenceau, qui était, je vous le rappelle, très jacobin. En politique, il faut choisir, c'est ça qui est très difficile, car pour choisir, il faut aussi savoir renoncer.

Jean Garrigues : C'est un aspect que nous avons déjà abordé en première question. Néanmoins, il est intéressant de constater que ces trois logiciens et les pistes pour les

réformer ne sont pas forcément incarnés par les mêmes hommes politiques. Le discours de réaffirmation identitaire autour des valeurs républicaines qui peut être entendu par les classes moyennes, on l'entend chez Valls, mais celui du volontarisme productif, qui peut nourrir une relance économique et peut donc nourrir le social-libéralisme, est chez Montebourg. Mais ne trouve-t-on pas non plus ce déficit à droite ? Ce déficit d'amplification est comblé à droite sur la convergence et la fermeté sur certains principes de base qui sont constitutifs de l'histoire de la droite comme le conservatisme sociétal (les valeurs de la famille, du travail, etc.) ; ce que la gauche n'arrive plus à faire.

[Plus: Actualités de la gauche](#)